

Nice, le **03 JUIN 2025**

**INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT
KERRY FLAVOURS FRANCE
63 avenue Jean Maubert – 06130 GRASSE**

Arrêté préfectoral de mise en demeure

n°925

Le préfet des Alpes-Maritimes
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le Code de l'environnement, notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;
VU l'arrêté préfectoral d'autorisation n°11986 du 7 décembre 2000 autorisant la société KERRY FLAVOURS FRANCE SAS à exploiter ses installations situées au Plan de Grasse ;
VU l'arrêté préfectoral de prescription complémentaire n°15725 du 17 avril 2018 portant sur les valeurs limites de rejets ;
VU les résultats de l'analyse de l'échantillon LSE2503-45114-1 du 10 mars 2025 réalisée par le laboratoire CARSO ;
VU les éléments transmis par l'exploitant en date du 14 mars 2025 ;
VU le rapport de l'inspection de l'environnement référencé 2025_244 du 16 avril 2025 consécutif à un contrôle effectué le 2 avril 2025, ce rapport ayant été transmis à l'exploitant conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;
VU les observations formulées par l'exploitant à l'issue du délai imparti pour la transmission du rapport susvisé ;

- CONSIDÉRANT** que l'arrêté préfectoral complémentaire du 17 avril 2018 susvisé impose des valeurs limites de rejet des eaux industrielles avant déversement vers le collecteur de la ville de Grasse ;
- CONSIDÉRANT** que les résultats de l'échantillon du 10 mars 2025 dépassent les valeurs limites de rejets imposées dans l'arrêté préfectoral du 17/04/2018 susvisé ;
- CONSIDÉRANT** que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société KERRY FLAVOURS FRANCE de respecter les dispositions de l'article 2 de l'arrêté n°15725 du 17 avril 2018 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;
- CONSIDÉRANT** que, suite aux observations écrites formulées par l'exploitant en date du 17 avril 2025, l'inspection de l'environnement en a pris acte et les a intégrées dans ses conclusions ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture des Alpes-Maritimes ;

ARRÊTE

Article 1.

La société KERRY FLAVOURS FRANCE, identifiée sous le n° SIRET 535 267 488 00026, dont le siège social est situé 63 avenue Jean Maubert – 06131 Grasse, exploitant une installation de production d'arômes à la même adresse, est mise en demeure de respecter les prescriptions suivantes selon les détails et délais ci-après :

- **Prescription concernée** : Article 2 de l'arrêté préfectoral n°15725 du 17 avril 2018 ;
- **Délai imparti** : 1 mois et demi à compter de la notification de la présente mise en demeure.

Article 2.

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 3.

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, les sanctions prévues par les dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 4. Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, le présent arrêté relève du contentieux de pleine juridiction.

Un recours contentieux contre le présent arrêté peut être formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, en application de l'article R. 421-1 du Code de justice administrative.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le même délai de deux mois.

Le Tribunal administratif de Nice peut être saisi d'une requête déposée via l'application Télérecours Citoyens accessible sur le site <https://www.telerecours.fr>.

Article 5. Publicité et exécution

Le présent arrêté sera notifié à la société KERRY FLAVOURS FRANCE et publié sur le site internet des services de l'État dans les Alpes-Maritimes pendant une durée minimale de 2 mois, conformément à l'article R. 171-1 du Code de l'environnement,

Une copie du présent arrêté sera adressée :

- au Secrétaire Général de la Préfecture ;
- au Sous-Préfet de Grasse ;
- au Maire de Grasse ;
- au Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement.

Les destinataires précités seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le Préfet
Le Secrétaire Général
SG 4931

Patrick AMOUSSOU-ADEBLE